



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

revendications

Question au Gouvernement n° 1829

Texte de la question

POLITIQUE SALARIALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Alain Néri, pour le groupe socialiste.

M. Alain Néri. Mes chers collègues, si, comme M. Copé le prétend, la croissance augmente, les déficits publics, eux, ne baissent pas : les Français s'en rendent compte et voient bien que ça va de plus en plus mal. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) D'ailleurs, la dégradation de leur pouvoir d'achat, de l'emploi et de leurs conditions de travail est la préoccupation essentielle de nos concitoyens, qui subissent de plein fouet les effets de la politique néfaste que vous menez depuis trente longs mois.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Alain Néri. Hausse du chômage, prélèvements supplémentaires, hausse des loyers, mais baisse des remboursements de sécurité sociale : jusqu'où irez-vous ?

La semaine dernière, de nombreux salariés ont fait grève et manifesté dans toute la France pour la défense du service public et pour réclamer l'ouverture de négociations salariales.

M. Richard Mallié. Caricature !

M. Lucien Degauchy. Ils n'étaient pas si nombreux que cela !

M. Alain Néri. Mardi, c'étaient les postiers ; mercredi, les cheminots ; jeudi, l'ensemble de la fonction publique et, en particulier, les enseignants. Pourtant, à la veille de ces journées d'action, M. Dutreil a voulu les intimider en rappelant que les jours de grève ne seraient pas payés. (*Exclamations et applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Malgré cela, le mouvement a été très largement suivi et a bénéficié de la sympathie de la majorité des Français. (*" Mensonges ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Le jour de la manifestation, M. Dutreil a récidivé, affirmant que la porte des négociations était fermée et qu'il n'avait pas d'argent à mettre sur la table. Il est vrai qu'il ne peut satisfaire à la fois les salariés et les revendications dépassées du MEDEF. (*" La question ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Le 5 février, les salariés du secteur public et du secteur privé seront mobilisés ensemble contre la politique antisociale de votre gouvernement qui, décidément, ne les aime pas.

M. le président. Monsieur Néri, pouvez-vous poser votre question ?

M. Alain Néri. M. le Premier ministre se gargarise en permanence des mots " partenariat " et " concertation " (*Exclamations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), mais entendra-t-il la colère qui monte dans le pays ? Entendra-t-il ces revendications légitimes ? Se décidera-t-il, enfin, à engager de véritables négociations salariales ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État.

M. Renaud Dutreil, ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État. Monsieur le député, depuis 2002, nous faisons ce que vous n'avez pas fait : nous modernisons l'État.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Vous détruisez l'État ! Terminator !

M. le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État. Après avoir reconstruit son coeur régalien -

la défense, la police, la justice -, nous réformons l'éducation nationale, développons l'usage des nouvelles technologies, rétablissons l'équilibre des comptes et associons les fonctionnaires à ce mouvement de modernisation.

Nous menons aujourd'hui, vis-à-vis des fonctionnaires, une politique à la fois raisonnable et juste. Elle est raisonnable, car nous ne voulons augmenter ni les impôts ni l'endettement. Ce sont vos amis des régions socialistes, monsieur le député, qui, en augmentant les impôts locaux de manière inconsidérée, vont ponctionner le pouvoir d'achat des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Mais notre politique est également juste puisque, avec la réforme Fillon, elle augmente les pensions des retraités de la fonction publique, en les indexant, pour la première fois, sur l'inflation.

M. Gilbert Biessy. C'est moins que l'inflation !

M. le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État. Elle est juste, puisqu'elle relève les plus bas salaires de la fonction publique et ceux des agents qui sont arrivés en fin de grille salariale. Elle est juste, puisqu'elle s'attaque à la situation précaire des centaines de milliers de contractuels qui s'inquiètent du lendemain et auxquels nous allons apporter la sécurité.

Vous le voyez, monsieur le député, par le dialogue social, nous associons les fonctionnaires...

Mme Martine David. Ce n'est pas vrai !

M. le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État. ...à un mouvement que vous avez refusé.

Les fonctionnaires français ont besoin qu'on leur fixe un cap, une stratégie, une perspective : c'est nous qui leur apporterons les meilleures garanties, c'est à nous qu'on devra un meilleur service public. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Néri](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1829

Rubrique : Fonctionnaires et agents publics

Ministère interrogé : fonction publique

Ministère attributaire : fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 janvier 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 26 janvier 2005